



## ***Grand débat national : La rénovation énergétique, une des réponses à la crise écologique et sociale.***

***Lettre ouverte au Président de la République et au Premier Ministre.***

En France, un ménage sur cinq est en situation de précarité énergétique. Cela signifie que près de quatre millions de familles, soit souffrent du froid ou de problèmes de santé, soit sont confrontés à des factures de chauffage impossibles à payer à cause d'un logement mal isolé. Nous savons maintenant que l'ensemble des « passoires thermiques » du pays sont responsables chaque année de 25% d'émission de CO<sub>2</sub> selon le ministère de la transition écologique et solidaire et de 45% de la consommation totale d'énergie.

**Nous avons la conviction que « la fin du mois et la fin du monde » sont interdépendants, et que la rénovation énergétique est une réponse à cette double urgence écologique et sociale qui secoue notre société actuelle.**

Cette intuition rejoint une des revendications des mouvements sociaux et des gilets jaunes de réaliser un « grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages »<sup>1</sup>. Cette revendication est donc au cœur des débats : la rénovation énergétique répond à la fois à l'urgence sociale et à l'exigence de la loi pour la transition écologique et la croissance verte adoptée en 2015 et qui reste encore largement à mettre en œuvre.

À ce jour, beaucoup de dispositifs sont mis en place par les collectivités, pour encourager la rénovation énergétique des bâtiments. Mais nous constatons que ces dispositifs sont plutôt perçus par les citoyens comme une contrainte et non comme une opportunité de surmonter les difficultés quotidiennes rencontrées par les ménages. De plus, ces initiatives restent insuffisantes, elles doivent être renforcées au niveau local et au niveau national pour faire face avec ambition aux enjeux sociaux et climatiques croissants. C'est pourquoi il est nécessaire de faire de la rénovation une priorité afin d'en multiplier les effets positifs.

Pour y parvenir, nous proposons **trois mesures** qui feraient de la rénovation énergétique un axe fort de l'année 2019 :

### **1. Adapter le processus à chaque public**

*Pour « faire mieux » et « faire plus »*

---

<sup>1</sup> Extraits de l'article « Gilets jaunes, on a décortiqué chacune des 42 revendications du mouvement », tiré de L'Obs

Nous pensons qu'il faut adapter la réponse financière aux différentes situations sociales des ménages dans l'objectif de mieux rénover les logements. Sans s'interdire de prendre en charge la totalité du coût de la rénovation si les familles ne peuvent rien payer ! Cette approche est nécessaire afin de réaliser des travaux performants qui répondent avec précision aux besoins des familles : fermer le robinet des factures d'énergies impayables ! Pour se faire, la situation économique des foyers ne doit pas être l'unique critère, mais l'état du bâti et le niveau de fragilité sociale doivent être pris en compte. Cette modulation permettrait de massifier la réponse, en touchant toutes les catégories de la population. Cette approche rend tout le monde gagnant à terme !<sup>2</sup>

## 2. Coordonner les différents acteurs

*Pour simplifier les démarches administratives pour les rendre accessibles et gagner en efficacité*

Il faut structurer la coordination des acteurs concernés par la rénovation énergétique : entreprises du bâtiment, associations locales et nationales, pouvoirs publics, etc. À terme, ce décloisonnement permettra de fluidifier les démarches administratives et les actions de terrain. En effet, réduire le nombre de « lignes de financements » ou de « guichets » pour faciliter la connaissance et l'appropriation de ces aides est un enjeu majeur (sans réduire la masse financière, au contraire il faut l'augmenter), si l'on souhaite que plus de foyers puissent rénover leur maison.

Aujourd'hui, pour un ménage ayant un revenu fiscal de référence inférieur à 14.000 €, il est nécessaire de trouver 7 à 9 financements différents (publics et privés). Passer à 3 lignes de financements permettrait de sortir du « maquis des aides » qui complexifie et ralentit la réalisation des projets de rénovation des logements.

## 3. Créer un service public de la rénovation

*Pour améliorer l'accessibilité aux citoyens et diminuer les dépenses publiques*

Enfin, nous proposons de mettre en place un « service public de la rénovation énergétique » comme l'exige la loi de Transition Énergétique et pour la Croissance verte votée en 2015. Cet interlocuteur unique aurait pour intérêt de répondre au plus près des besoins des habitant-e-s sur les questions énergétiques, en mettant à disposition un référent « coordinateur » social et technique qui orientera et accompagnera les familles dans leurs projets de rénovation. La mise en œuvre de ce service public serait un moyen de sensibiliser toutes les catégories de la population et ainsi de permettre à chaque citoyen, quel que soit son milieu social, de bénéficier d'un accompagnement financier et pédagogique en matière de rénovation énergétique. Dans le même temps, cette proposition permettrait de réduire les dépenses publiques générées par la multiplication des acteurs (état, région, département, communes, etc.).

En nous appuyant sur l'expérience des acteurs de la rénovation énergétique, qui l'a déjà prouvé, nous pouvons affirmer que ces trois mesures participeront à améliorer l'économie :

- Par la participation des entreprises du territoire à ce grand plan de rénovation énergétique qui verront leurs chantiers et les emplois multipliés
- Par l'augmentation de l'autonomie financière des ménages qui seront soulagés par la baisse de leurs dépenses énergétiques retrouveront du pouvoir d'achat.

---

<sup>2</sup> [http://renovons.org/IMG/pdf/sce\\_nario\\_re\\_novons\\_2017.pdf](http://renovons.org/IMG/pdf/sce_nario_re_novons_2017.pdf)

- En plus de cet impact direct sur le budget des ménages, un minimum de confort permet aux foyers les plus modestes : de préserver la santé des enfants, de retisser du lien social et familial, de mieux de se projeter dans un avenir professionnel, d'être maintenu à domicile pour les personnes âgées, etc.
- Par les coûts épargnés à la société dans les secteurs de la santé (sécurité sociale), des aides sociales (allocations chômage, chèques énergie), etc.

*Par expérience, nous constatons qu'une famille très modeste, propriétaire de son logement qui bénéficie de 43.000 € de subventions pour réaliser des travaux d'amélioration énergétique, peut économiser 2.000 € annuellement sur ses factures d'énergie.*

Nous pourrions rapprocher ce manifeste au « choc de simplification » nécessaire à la mise en place effectives de ces mesures dans les meilleurs délais afin de répondre au plus vite aux urgences sociales et environnementales.

**En faisant de la rénovation énergétique un enjeu de justice sociale, un levier économique positif, un vecteur d'emploi, les citoyens seront à même de devenir les premiers acteurs d'un projet de société, et non, les premiers contribuables de nouvelles taxes qui leur paraissent injustes. Cet enjeu nécessite la mise en œuvre d'une pédagogie, sur laquelle repose d'abord la confiance.**

**Nous citoyen-ne-s et associations de France engagé-e-s pour améliorer l'avenir de notre pays nous vous demandons de passer à l'action en faisant correspondre réellement les solutions et les moyens engagés à l'ampleur des défis et des enjeux que nous constatons jour après jour .**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute motivation à faire advenir une transition écologique et véritablement solidaire.

**[Signez](#) cette lettre ouverte et partagez là autour de vous**